

Monsieur François Hollande
Président de la République
Palais de l'Élysée,
55 rue du Faubourg Saint-honoré
75008 Paris

Paris, le 18 avril 2016

Monsieur le Président,

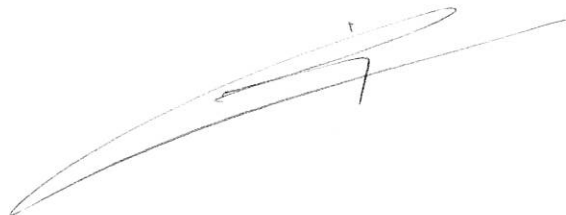
Le 16 avril dernier, au Conseil Exécutif de l'Unesco, la France a voté en faveur d'une résolution qui dénie le lien historique entre les Juifs, le Mur des Lamentations et le Mont du Temple à Jérusalem.

Cette décision est une négation délibérée de l'histoire : elle ignore le lien historique du judaïsme avec Jérusalem, capitale spirituelle du Peuple Juif, vers laquelle tous les Juifs dans le monde ont prié depuis des milliers d'années.

L'Unesco tente de réécrire une partie de l'histoire de l'humanité et prouve encore une fois que la mauvaise foi et la haine d'Israël ne connaissent aucune limite.

Je suis, comme beaucoup de nos concitoyens, choqué que la France ait pu voter un tel texte, à la différence des autres puissances occidentales.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Roger Cukierman
Président

Copies: M. Manuel Valls, Premier Ministre
M. Jean-Marc Ayrault, Ministre des Affaires étrangères

Monsieur François Hollande
Président de la République Française
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le 10 mai 2016

Monsieur le Président de la République,

J'ai le regret de vous dire que j'ai été blessé par votre réponse reçue ce jour à ma lettre du 18 avril 2016 concernant le vote de la France à l'UNESCO le 16 avril.

Ce vote à l'Unesco est une insulte aux Juifs du monde et les Français juifs le ressentent comme une agression douloureuse.

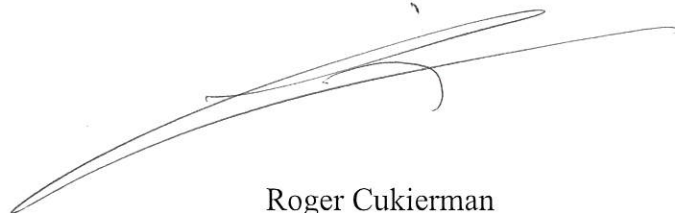
Je ne vois dans votre lettre aucune reconnaissance du caractère négationniste de la résolution votée par la France, seule grande puissance occidentale, à avoir approuvé ce texte.

La France ne peut pas contribuer à bâtir la paix en niant avec les autres pays ayant voté cette résolution des milliers d'années de présence juive à Jérusalem, ou en accusant les Israéliens d'avoir fabriqué de fausses tombes juives.

Je remarque que la directrice générale de l'Unesco m'a, elle, écrit qu'elle se désolidarisait totalement de cette résolution.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de ma haute considération.

Bin à Vous



Roger Cukierman
Président

Paris, le - 6 MAI 2016

Cher Monsieur le Président

Votre courrier au sujet de la récente résolution adoptée par le Conseil exécutif de l'UNESCO m'est bien parvenu. Je vous en remercie et souhaite vous apporter les précisions suivantes.

Comme le Ministre des Affaires étrangères a eu l'occasion de vous le dire, ainsi qu'au Grand Rabbin de France, rien dans le vote de la France ne doit être interprété comme une remise en cause de la présence et de l'histoire juives à Jérusalem.

S'il y a une incompréhension du fait de certaines formulations dans cette résolution, je le regrette car la position de la France sur la question de Jérusalem est claire et ne varie pas : c'est la défense de la liberté d'accès et de culte à Jérusalem, ville fondamentale pour les trois grandes religions monothéistes et qui appartient à tous les croyants, Juifs, Chrétiens et Musulmans.

Comme elle l'a déjà fait par le passé, la France a voté ce texte avec d'autres partenaires européens pour marquer son attachement au statu quo sur les Lieux saints à Jérusalem. Ce dernier est essentiel dans le contexte actuel de montée des tensions et de blocage des négociations entre Israéliens et Palestiniens. Comme vous le savez, la France a engagé une initiative pour sortir de cette impasse dangereuse.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Bien à vous


François HOLLANDE

Monsieur Roger CUKIERMAN
Président du Conseil Représentatif des Institutions juives de France
39 rue Broca
75005 Paris